



PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Lille, le 17 octobre 2019

Communiqué de presse

JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE : L'ÉTAT AUX CÔTÉS DES ACTEURS DE TERRAIN



En cette journée mondiale du refus de la misère, Rodolphe Dumoulin, Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté dans les Hauts-de-France, a rencontré les acteurs du village associatif qui s'est tenu place de la République à Lille avant de participer au rassemblement commémoratif autour de la dalle du refus de la misère à Roubaix. Cette journée du 17 octobre est également l'occasion de faire le point sur les premières avancées de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, tant au niveau national (dossier de presse ci-joint) que dans les Hauts-de-France.

Les Hauts-de-France, une région particulièrement concernée par la pauvreté

La région Hauts-de-France est l'une des plus durement touchées par la pauvreté avec plus d'un million de personnes en situation de pauvreté soit un total d'environ 18 % de la population.

Cette réalité oblige les pouvoirs publics et la société toute entière, tout comme elle oblige l'État, garant de la cohésion sociale et de l'universalité des droits sociaux.

C'est le sens de la présence des représentants de l'État aux côtés des acteurs de terrain du refus de la misère, un an après le lancement de la stratégie nationale et de prévention et de lutte contre la pauvreté par le Président de la République.

Le territoire, premier acteur du déploiement du combat contre la pauvreté

En cohérence avec la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, ce sont en Hauts-de-France pas moins de 500 acteurs de terrain qui sont engagés depuis le début de l'année 2019 dans une démarche renouvelée autour des chantiers prioritaires de cette mobilisation collective :

- **répondre aux besoins fondamentaux de la personne**, en favorisant l'accès à l'alimentation, à la santé et au logement. La revalorisation de la prime d'activité mise en œuvre depuis le début de l'année 2019 a ainsi permis en Hauts-de-France à près de 115 000 familles supplémentaires de bénéficier de cette prestation qui vient directement en aide aux travailleurs pauvres. Il s'agit aussi de mieux prévenir le surendettement, en accompagnant mieux et plus tôt les familles confrontées à des difficultés financières. C'est l'objet des 35 points conseil budget qui ont été labellisés dans la région dès cette année. Ils ont pour mission d'accompagner toute personne rencontrant des difficultés budgétaires afin d'éviter les situations de surendettement et favoriser l'éducation budgétaire.

- **renforcer la prévention pour s'attaquer aux racines de la pauvreté**, dès les premières années de la vie. C'est le sens de la mobilisation des caisses d'allocations familiales pour mettre en place le bonus mixité sociale qui permet de favoriser l'accueil en crèches des enfants en situation de pauvreté, effectif depuis le début de l'année. De même, ce sont en Hauts-de-France près de 15 000 enfants qui, dans plus de 150 écoles, ont pu bénéficier de petits déjeuners à l'école depuis cette rentrée scolaire.

- accélérer les parcours d'insertion pour donner une place à chacun par l'emploi. Le service public de l'emploi se mobilise pour mieux accompagner ceux qui sont le plus éloignés de l'emploi, et en particulier les jeunes qui ne sont ni en emploi ni en formation. Près de 11 000 jeunes bénéficient déjà en Hauts-de-France de la Garantie Jeune qui permet de les accompagner vers l'emploi ou la formation en leur offrant une aide financière, et ils seront près de 15 000 d'ici la fin de l'année.

Au total, ce sont plus de 15 millions d'euros supplémentaires qui ont été engagés en 2019 par l'État et les départements pour mieux prévenir et lutter contre la pauvreté en Hauts-de-France.